

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 14 JANVIER 2021**

JP/VA

**OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – RÉSERVOIR EAU POTABLE
CHAMPRENARD À LABEAUME – DÉSAFFECTATION ET DÉMOLITION**

L'an deux mille vingt-et-un, le quatorze du mois de janvier à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT		
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL	x	
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	x	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	Pouvoir à	Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – CHAMPRENARD À LABEAUME – DÉSAFFECTATION ET DÉMOLITION

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Depuis de nombreuses années, le réservoir d'eau potable dit de Champrenard, au sud de ce hameau, sur la commune de Labeaume, n'est plus utilisé par le service public d'eau potable.

Historiquement, l'exploitation de ce réservoir de 150 m³ a été transférée par la commune de Labeaume lors de son adhésion au SEREBA en 1976. Il a été construit par ladite commune sur deux terrains, l'un communal et le second privé, sans qu'aucune autorisation administrative n'ait été formalisée.

Comme cela est fait systématiquement dans pareils cas, le SEBA a proposé à la commune de lui rétrocéder l'ouvrage en tant qu'ouvrage pouvant contribuer à la défense incendie. Cette proposition a été faite en octobre 2019 et la commune n'a pas souhaité y donner suite.

Le SEBA est tenu, par la réglementation, de restituer la jouissance de ces équipements à la commune qui les a mis à sa disposition. Toutefois, la commune de Labeaume a renoncé à ce droit. Le SEBA est donc appelé à prononcer sa désaffectation matérielle et son déclassement afin de le sortir du domaine public et procéder à sa démolition, après avoir informé les propriétaires fonciers.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés de, dans un premier temps :

- **CONSTATER** la désaffectation de cet ouvrage ;
- **PORTER** déclassement dudit ouvrage ;
- **DÉCONNECTER** définitivement l'équipement du réseau public (travaux en interne).

Ensuite, il faudra :

- Soit **PROCÉDER** à sa démolition, par une entreprise spécialisée ;
- Soit **REMETTRE**, le cas échéant, l'ouvrage aux propriétaires fonciers.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL